

Bonjour Pronovost,

J'ai appris dernièrement, lors d'une émission de la semaine verte de Radio Canada, qu'il existait une Commission sur l'avenir de l'agriculture et l'agroalimentaire québécois.

Même si je suis en retard, je me permets de vous écrire pour vous faire part d'une situation que mon épouse et moi vivons présentement.

Je vous écris afin que vous puissiez me conseiller et/ou me diriger vers quelqu'un qui pourrait m'aider à résoudre mon problème tout en vous suggérant d'inclure à votre rapport un volet qui permettrait de faciliter les démarches pour les personnes qui désire conserver la basse de nos racines. Il ne faut pas oublier que la société québécoise s'est bâtie à partir de petits agriculteurs.

Voici un court historique de la situation.

- Mon épouse a grandi en travaillant avec ses parents (famille de 16 enfants) sur une petite terre qui a produit des petites cultures lesquelles ont été vendues sur le marché local. Je pense qu'elle possède toute l'expérience nécessaire pour l'exploitation d'un tel projet. Moi, je suis la ressource physique
- Achat d'une terre de 35 arpents, il y a dix ans en prévision d'un projet de retraite pour ma conjointe et moi pour la production de petits fruits. Il est important de préciser qu'elle n'est pas située à même notre résidence.
- L'achat de la terre est venu avec une érablière avec un potentiel de 1200 entailles et quelques arpents qui avaient abandonnés, donc, couverte de friche.
- Au cours des 7 premières années pour mettre en place le projet, nous avons investi beaucoup de temps et d'argent en réalisant les points suivants (Il ne faut pas oublier que le tout est fait en parallèle à notre carrière):
 - Achat d'un tracteur. - Plusieurs appareils agricoles nous ont été donnés par des voisins.
 - Défrichage à la main des arpents mentionnés ci-dessus afin de donner à celle-ci sa vocation précédente.
 - Achat de matériel et d'équipement sur une période de trois ans pour exploiter l'érablière – 1000 entailles
 - Demande d'un permis auprès de la municipalité pour rénover la cabane afin de nous permettre d'exploiter l'érablière d'une façon plus agréable et sanitaire afin de nous permettre la production des sous-produits de l'érable. Tous les produits de l'érable sont vendus sur un marché local
 - Culture de quelques arpents de petits fruits à savoir des fraises, des framboises, des murs et des asperges. – Le tout vendu sur le marché local
- Au cours des années, la pénurie de la main d'œuvre pour la récolte de fraises, nous avons orienté sur une plus grande production des framboises.
- Arriva ce qui devait arriver, nous avons pris notre retraite il y a deux ans. Nous avons poursuivi notre projet de plein pied.

Voici la problématique ;

Étant donné que nous restons depuis notre retraite à plusieurs kilomètres de l'endroit où est située notre terre cultivable, le conseiller municipal nous suggère de nous régulariser à la loi. En collaboration avec le représentant municipal, nous avons demandé à la Protection du territoire agricole la permission de coucher sur les lieux lorsque nous allons travailler pour la production des sucres, la récolte des framboises et lorsque nous allons travailler pour les travaux réguliers (labour, bûcher, nettoyage des framboisiers, etc).

De plus, lors de la rénovation, nous avons prévu un endroit pour coucher lorsque nous devons faire bouillir plusieurs heures continues. Il n'est pas question de bâtir une résidence. Toutes les infrastructures sont déjà en place

Notre intention est de conserver la vocation agricole du terrain. Nous respectons intégralement l'art. #1 de la loi sur la Protection des territoires agricoles.

La réponse de la Commission de la Protection du territoire agricole est la suite :

- **Il n'est pas permis de coucher suite les lieux étant donné qu'il ne s'agit pas d'une activité agricole.**
- **Deuxièmement, les revenus ne sont pas viables malgré le potentiel existant.**
(C'est évident, nous commençons à peine l'exploitation de la terre à plein temps.)

Je termine en vous réintégrant votre aide. Voici quelques questions que j'aimerais vous adresser afin d'obtenir une réponse éventuelle:

- Est-ce que le système est fait seulement pour les gros producteurs agricoles ?
- Doit-on penser que les administrateurs de la loi sur la Protection du territoire ont des directives pour faciliter la tâche seulement aux jeunes producteurs?
- Où est la logique ? Où est le bon sens ?
- Quel est le pouvoir de votre Commission sur l'agriculture et l'agroalimentaire québécois ?
- Est-ce que la Commission possède un volet pour l'encouragement des gens qui veulent exploiter l'agriculture ?
- La Commission doit-elle seulement faire des recommandations ou permettre le changement de loi ?
- Le temps d'implantation est-il une priorité pour la Commission ?
- J'espère que vous comprenez ma frustration ?

S.V.P. J'aimerais que vous me retourniez un courriel afin de m'assurer que vous avez bien reçu mon message.

Merci, d'avance de votre aide.

Martin Lévesque

